

Quand la crise sert d'alibi pour opposer les salariés, rassemblez-vous, syndiquez-vous !

Tout est bon dans la période pour imposer des sacrifices aux salariés et les opposer entre eux en désignant des boucs émissaires.

Le nouvel épisode de la curée lancée contre la fraude « sociale » (en ignorant la fraude fiscale !) en est le triste témoignage. Encore une fois, les salariés seraient responsables de tous les maux et déficits de la société.

Et tant pis si tous les rapports officiels disent le contraire en relevant que si fraude il y a, elle concerne pour 80 % les praticiens de la santé et ne représente que 1 % du budget de la Sécurité sociale.

Pourquoi ce silence sur les patrons fraudeurs ?

18 milliards de manque à gagner pour la Sécurité sociale à cause de non déclarations totales ou partielles des salariés.

35 milliards pourraient aussi être récupérés si la loi sur l'égalité professionnelle était respectée au travers d'un salaire égal entre les femmes et les hommes qui font le même travail.

Comment expliquer un tel laxisme du gouvernement et une telle impunité des patrons ?

Comment justifier l'austérité pour les salariés alors que les grands groupes réalisent des profits considérables ?

2011 verra encore les dividendes servis aux actionnaires augmentés.

C'est la démonstration que la crise n'est pas pour tout le monde.

Mieux, elle sert de prétexte pour justifier les attaques contre notre protection sociale : déremboursement de médicaments, taxations des mutuelles santé, recul de l'âge de la retraite, jour de carence et baisse des indemnités...

En visite à Strasbourg, le Président de la République a dit tout haut ce que Mme Parisot pense tout bas en déclarant « que la crise représente une opportunité qui permet d'imposer des mesures qui n'auraient jamais pu être présentées dans un autre contexte ».

En clair, la crise de la finance a bon dos pour s'attaquer à notre contrat social.

Le patronat a bien compris le message et refuse désormais de négocier sur les salaires ou les conditions de travail au nom de la compétitivité.

Le slogan du « travailler plus » est de retour...

... Mais pour gagner moins en passant sous silence des charges de travail et une intensité de plus en plus lourde qui confinent à la souffrance et au mal-être au travail.

Cette déferlante antisociale appelle une riposte. **La journée d'action et de rassemblement du 13 décembre** à l'appel

de plusieurs organisations syndicales répond à ce besoin : faire entendre les revendications des salariés.

Il y a urgence à remettre le social sur les rails, au cœur de l'économie pour relancer la consommation et faire reculer les inégalités.

Cet enjeu pose la question de la place du syndicalisme et de sa capacité d'intervention pour mettre en avant les besoins sociaux.

Donner de la force par votre action au syndicalisme afin que la démocratie sociale soit respectée. C'est aussi la bonne façon de dénoncer le piège de la division en s'impliquant pour faire prévaloir l'intérêt collectif.

Pour vous faire entendre, pour aborder les négociations à venir, comme pour faire savoir que vous n'entendez pas payer l'addition de la crise de la finance, syndiquez-vous !

Ensemble, donnons-nous les moyens d'agir en exigeant un autre partage des richesses !

Retraire, Sécurité sociale, garanties collectives, droit à la négociation, salaires minimum, c'est notre patrimoine social, construit au fil des générations par l'action solidaire au service de l'intérêt général. Défendons-le en exigeant que le progrès social soit la règle d'or pour un monde solidaire !

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**